

# Rencontre SUR LES classes moyennes



## VAN CRAEYNST-WAUQUIEZ

Entre les deux, le courant passe. Le président de la CFE-CGC et le ministre chargé des Affaires européennes ont travaillé ensemble quand Laurent Wauquiez était secrétaire d'État chargé de l'Emploi, entre mars 2008 et juin 2009. Ils partagent la même préoccupation pour le sort des classes moyennes en France. Le 9 février 2011, Encadrement Magazine les a réunis, au Quai d'Orsay, pour confronter leurs constats et leurs solutions.

### Définition de la classe moyenne

#### Bernard Van Craeynest

Ce sont les personnes ou les ménages qui ont des revenus suffisamment élevés pour ne pas bénéficier des mécanismes redistributifs et qui donc reçoivent très peu des 400 et quelque milliards d'euros qui chaque année en France font partie

de la grande lessiveuse de la redistribution. Mais qui ne gagnent pas suffisamment pour appartenir à ce que l'on appelle les gens aisés. On les situe grosso modo en trois tranches: classes moyennes inférieures, stricto sensu et supérieures, toutes situées dans une fourchette de revenu mensuel qui va de 1 000-1 200 euros à 4 000 - 4 500 euros.

#### Laurent Wauquiez

Pour moi, il y a deux manières de les définir: une manière rude, aride, par les chiffres de revenus. On oublie à quel point le revenu médian dans notre pays est très faible: il se situe entre 1 300-1 400 euros au niveau d'un ménage. Dans mon département, en Haute-Loire, un ménage sur deux ne paie pas l'impôt sur le revenu. La classe moyenne va jusqu'à 3 000-3 500 voire 4 000 euros par mois. Soit 70% de la population.

Mais il existe une définition plus profonde: les classes moyennes, c'est un certain nombre de valeurs communes et de difficultés communes. Ce sont d'abord des familles où les gens tirent leur revenu principalement du fruit de leur travail. C'est aussi très fortement l'espérance qu'il existe une possibilité de progrès social pour ses enfants. Le modèle de la 3<sup>e</sup> République repose sur ça, la classe moyenne s'incarnait dans ce progrès-là.

### La prise de conscience

#### B.V.C.

Les classes moyennes traduisent le niveau de développement et de démocratie d'une société. En France, on disait dans les années 70-80 que la population se répartissait à 80-20: 80% de classes moyennes, 10% de pauvres, 10% de gens aisés ou riches. Ce qui caractérise notre pays actuellement, c'est que la proportion de pauvres a augmenté. On estime qu'il y a plus de 8 millions de personnes qui vivent avec moins de 800 euros par mois. À l'autre extrémité, une toute petite tranche de population est partie dans la stratosphère, avec des revenus très élevés. Entre les deux, les classes moyennes sont tirées vers le bas, elles ont de plus en plus de mal à faire face aux dépenses contraintes et aux augmentations: logement, énergie, assurances, voire l'alimentation compte tenu du renchérissement des matières premières.

#### L.W.

Toute la difficulté qu'on a aujourd'hui, c'est que la France a mal à ses classes moyennes. La France a du mal à en parler et il est temps qu'un certain nombre d'acteurs mettent le sujet sur la table. Je dois être à peu près le seul responsable

politique à dire qu'on a un problème et qu'il faut s'en occuper. Et au niveau des partenaires sociaux, vous êtes la seule organisation qui a un discours offensif sur les classes moyennes.

### Le constat d'un déclin et d'une inquiétude

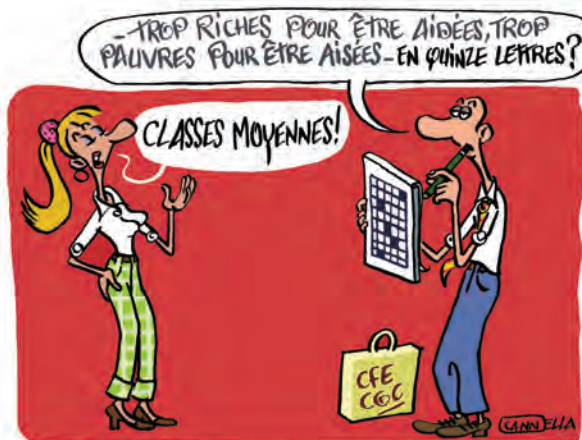
#### B.V.C.

Le sort actuel des classes moyennes traduit la difficulté de notre pays à affronter les évolutions du monde et en particulier la mondialisation de l'économie et ses conséquences. Continuer à se voiler la face, c'est se condamner à voir notre société tirée vers le bas. Pourquoi les Français sont-ils pessimistes? Sans doute parce que il n'y a pas beaucoup de raisons d'être particulièrement radieux... mais aussi parce qu'il y a cette interrogation qui plane sur nos têtes : est-ce qu'on va ne serait-ce que maintenir notre niveau de vie, continuer à pouvoir partir en vacances? Surtout, préparer l'avenir pour nos enfants, leur permettre de faire des études supérieures et les accompagner dans ce que cela représente comme frais de logement, de scolarité?

Si l'on ajoute les difficultés de financement de notre protection sociale, on voit que les mécanismes de solidarité sont clairement remis en cause aujourd'hui parce qu'ils génèrent des déficits qui ne sont plus supportables. Donc c'est à un ensemble de redéfinitions du pacte économique, du pacte social que nous devons procéder en France plutôt que de nous le voir imposé de l'extérieur. Et je pense en particulier au sujet d'actualité qui est l'élaboration d'un pacte de compétitivité européen.

#### L.W.

La classe moyenne, c'est le réservoir d'énergie d'un pays. C'est l'endroit essentiel pour structurer la cohésion sociale dans notre pays. C'est le lieu où se loge soit la dynamique d'ensemble, soit le sentiment d'injustice. Or pour le moment, c'est le sentiment d'injustice qui l'emporte. La mondialisation a contribué à enrichir



très fortement ceux qui étaient les plus riches dans notre pays avec des salaires qui ont littéralement explosé ces dix dernières années. De l'autre côté, les plus fragilisés, ceux qui bénéficient de l'aide de l'assistance, de la solidarité nationale, de dispositifs comme le RSA, ont vu leur part dans la richesse nationale augmenter. Vous avez raison : on a un pourcentage de pauvres qui est plus

galités sont apparues. Si l'on veut maintenir la cohésion sociale et s'entendre sur un projet fédérateur, il faut redéfinir les mécanismes de solidarité et de redistribution, et revoir l'architecture des prélèvements obligatoires. La fiscalité est devenue totalement illisible, incohérente et inéquitable.

C'est vrai que 52 % des ménages ne payent pas l'IR, mais un bien plus grand nombre sont concernés par les impôts locaux. Or ceux-ci augmentent de façon exponentielle depuis quelques années avec en plus un système fondé sur des valeurs locatives qui remontent aux années 60...

Nous avons le paradoxe d'être dans un système où l'on impose davantage le travail que le capital, et on s'étonne après que nous perdions en compétitivité dans le concert économique international. C'est pour cela que la CFE-CGC a proposé que l'on supprime les cotisations mala-

## La vidéo intégrale de cet échange sur [www.cfecgc.org](http://www.cfecgc.org)

important qu'avant. Mais la réalité, c'est que ces revenus de l'assistance captent un pourcentage de la richesse nationale toujours plus élevé. La seule catégorie qui a vu sa part dans la richesse nationale régresser, c'est les classes moyennes. Le drame de notre pays est là. Et pour redonner une cohésion, il est nécessaire de reconstruire des outils qui redonnent leur chance aux classes moyennes et leur permettent de re-respirer un peu. Mais ça, c'est un tabou français, la France n'aime pas parler de ça. La France, c'est le mythe de la République, le mythe du citoyen qui n'a pas d'origine sociale, de couleur de peau, un citoyen parfait dans son abstraction. Il est temps qu'on parle de choses concrètes!

### Les solutions: réforme de la TVA, de la fiscalité locale et du 1 % logement

#### B.V.C.

Notre pays est encore un pays riche mais dans lequel de profondes iné-

die, ce qui permettrait de redonner de la compétitivité aux entreprises et du pouvoir d'achat aux salariés, en transférant cette charge de financement sur la TVA, à condition de revoir son architecture.

Nous sommes face à un vieillissement de la population. Pour la première fois en France, nous allons avoir une proportion des plus de 65 ans supérieure à celle des moins de 20 ans. Il faut en tirer les conséquences en redéfinissant un pacte social, en redonnant de la lisibilité et de l'équité aux mécanismes de solidarité, de prélèvements et de redistribution. Cela redonnerait confiance en l'avenir, et la confiance est le moteur du progrès commun.

#### L.W.

Beaucoup de choses ont été faites depuis trois ans par le gouvernement. Quand on décide de faciliter la transmission des petits héritages, quand on essaie d'inciter à la valorisation financière des heures supplémentaires, quand on crée le service

minimum, ce qui permet de faire garder ses enfants et d'aller travailler en utilisant les transports en commun, tout cela c'est pour les classes moyennes.

Toute une partie de notre programme repose sur des mesures qui ont bénéficié aux classes moyennes mais le discours n'est pas assumé. On a un peu la classe moyenne honteuse, on refuse d'en faire une priorité!

Les pistes que vous évoquez touchent beaucoup de points de fragilité des classes moyennes. Le premier c'est le logement. Pour devenir propriétaire, il fallait à une famille des classes moyennes environ 15 ans dans les années 60. Aujourd'hui, il faut entre 30 et 40 ans. Et la part du logement dans le budget est en train d'exploser.

En outre, tous nos instruments de politique sont orientés avec des systèmes de plafonnement qui systématiquement laissent de côté les classes moyennes. Il faut revoir tout ça, notamment en réorientant massivement le 1 % Logement en direction des classes moyennes.



Un autre devoir est d'arrêter le matraquage fiscal. Sur le terrain, la première feuille d'impôt, c'est la feuille d'impôt local. Elle pèse de plus en plus lourd sur les ménages. Elle est souvent un vecteur d'injustice. Dans le cœur de Paris, vous allez souvent quasiment ne rien payer : taxe d'habitation et taxe sur le foncier bâti très faibles. Dans une petite ville de province, où pourtant les gens ont des revenus plus faibles, vous allez payer deux à trois fois plus. Voilà un impôt totalement injuste, mal réparti, qui écrase les classes moyennes, et sur des bases qui datent au mieux des années 60. Donc ouvrons le dossier et le chantier fiscal de l'imposition locale. Personnellement, je suis pour un plafonnement de la possibilité de faire évoluer les impôts locaux chaque année.

### Des pistes pour le financement des études

**L.W.**

Aujourd'hui, payer des études à ses enfants coûte très cher, surtout s'ils ne peuvent pas étudier en res-

tant dans le foyer. Tout le monde ne peut pas faire « Tanguy ». Quand votre fille ou votre fils doit étudier loin de chez vous, prendre un petit logement étudiant, payer les allers-retours, la facture est très lourde. Et le système français est admirablement résumé par le système des bourses : elles s'arrêtent pile à la frontière des classes moyennes ! Tout notre système repose sur des seuils. Et ces seuils, brutaux, nourrissent un sentiment d'injustice brutal. Il faut sortir du mode « j'ai droit à tout » ou « j'ai droit à rien », il faut des dégradés. Réfléchissons à un système de « prêt-ascenseur social » ouvert à tous les étudiants, avec des remboursements plafonnés à 50-60 euros par mois jusqu'à leur premier emploi stable.

**B.V.C.**

Donner toutes les chances de réussite aux jeunes, c'est relancer l'ascenseur social qui est en panne aujourd'hui. On a une population aisée qui a les moyens de faire faire toutes les études possibles à des jeunes, lesquels, en nombre croissant, partent ensuite exercer leurs compétences acquises à l'étranger. C'est un gâchis, une perte pour notre pays.

Je crois qu'il y a un pari tenariat à trouver également avec les entreprises pour qu'elles participent au financement de la formation, quitte à ce que le jeune doive ensuite deux ou trois ans de fidélité à l'entreprise. Ce serait un marché gagnant-gagnant.

**L.W.**

Cette idée est excellente. Permettons aux entreprises de dire aux étudiants : « Je paie vos études, et en échange, je vous garantis que vous avez un emploi chez moi. Et d'ailleurs l'État le fait : une partie de ses équipes est formée au frais de l'État en contrepartie d'un engagement ensuite d'une certaine durée à son service.

**B.V.C.**

Nous sommes en phase sur beaucoup de constats, également sur un certain nombre de propositions. Je souhaite les voir se concrétiser très rapidement car on ne peut plus laisser dériver la situation. ■

## EN BREF !

### Bonnes perspectives pour l'embauche des « jeunes dips »

L'Edhec, la grande école de commerce lilloise, a lancé en 2009 son Baromètre Edhec-Emploi qui mesure tous les trois mois les intentions de recrutement et recrutement effectifs de 4 500 entreprises en France. L'édition de janvier 2011 confirme la reprise du marché de l'emploi des jeunes diplômés constatée lors des deux dernières éditions de juin et octobre 2010.

« La visibilité sur le marché de l'emploi master semble meilleure, écrit l'Edhec. Les recruteurs ont ainsi remarquablement tenu leurs engagements d'embauches pour le dernier trimestre 2010 puisqu'ils étaient 73 % à envisager des recrutements lors de la dernière édition et que 72 % d'entre eux déclarent avoir réellement recruté des jeunes diplômés. » Par rapport à l'automne 2010, les responsables ressources humaines semblent toutefois plus prudents. Ils sont un peu moins nombreux à prévoir des embauches sur le prochain trimestre 64 % (contre 73 %) et plus modérés sur les volumes de recrutement. Un tiers envisage de recruter plus en volume contre 44 % à l'automne 2010.

Il semble que le marché ait bénéficié au deuxième semestre 2010 d'un effet de rattrapage des restrictions du début d'année ; on se souvient qu'elle a vait été très frileuse, poursuit l'analyse. Ce marché de l'emploi Master retrouve donc en 2011 une situation d'équilibre plutôt saine. S'ils sont plus réalistes, les recruteurs n'en sont pas moins enthousiastes puisqu'il n'y a toujours aucun essoufflement des relations avec les établissements d'enseignement supérieur : 95 % des entreprises ont l'intention de les poursuivre. 97 % des recruteurs proposeront des postes en France mais plus d'une entreprise sur cinq recrutera également dans le reste de l'Europe. L'Asie reste le troisième continent de destination des intentions d'embauches.

Ces perspectives de recrutement bénéficient à toutes les fonctions : un tiers des entreprises recrutera en Marketing-Communication, 30 % en commercial, 28 % en finance d'entreprise mais c'est le conseil, les achats et la logistique plutôt discrets en 2010, qui marquent la plus belle progression.